



Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad

Islamabad, le 28 septembre 2023

Pakistan : Veille économique du 28/09/2023

Mme Kristalina Georgieva encourage M. Anwar Kakar, le Premier ministre pakistanais, à "taxer les riches et à protéger les pauvres".

La Banque mondiale propose quelques pistes pour que le Pakistan accroisse ses marges de manœuvre budgétaires.

Pour le Professeur Dercon, la croissance et la prospérité ne pourraient résulter que d'une révision du « marchandage entre élites » (« elite bargain ») qui avait bloqué le système de rentes pakistanais à partir des années 70.

Les provinces pakistanaises contre la privatisation immédiate des sociétés de distribution d'électricité.

Le Pakistan doit 1,25 Md USD aux IPP (producteurs privés d'électricité) chinois.

Le score du Pakistan en matière de liberté économique, reste médiocre.

La Russie a livré un premier lot de gaz de pétrole liquéfié (GPL) au Pakistan.

La lutte contre les agents de change et autres fraudeurs continue.

Mme Kristalina Georgieva encourage M. Anwar Kakar, le Premier ministre pakistanais, à "taxer les riches et à protéger les pauvres".

M. Anwaar Kakar a rencontré Mme Georgieva à New York, en marge de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Celle-ci a indiqué au Premier ministre du gouvernement de transition pakistanais : « ce que nous demandons dans notre programme, c'est de collecter davantage d'impôts auprès des riches et de protéger les pauvres du Pakistan (...) Je pense que cela correspond à ce que les Pakistanais aimeraient voir pour leur pays ».

La Banque mondiale propose quelques pistes pour que le Pakistan accroisse ses marges de manœuvre budgétaires.

Une conférence de haut niveau organisée par la Banque mondiale intitulée "Réformes pour un avenir radieux : il est temps de décider", s'est déroulée les 22 et 23 septembre 2023 à Islamabad. Pour la Banque mondiale, il s'agissait :

- de réduire les dépenses budgétaires destinées aux entreprises publiques notamment en privatisant, car, selon les analyses de la Banque mondiale, le pays ne pourra pas baisser ses dépenses de plus de 3,4 % du PIB (le budget représentant 10,4% du PIB pour l'année 2023/2024) ;

- de supprimer certaines niches et exemptions fiscales (elles représenteraient 2 % du PIB) ;
- d'intégrer le secteur agricole et le secteur immobilier dans le filet fiscal (cela pourrait produire immédiatement des revenus fiscaux estimés à 3% du PIB) ;
- de réviser le système actuel de fédéralisme fiscal, en amenant les provinces à moins dépendre du budget fédéral grâce à l'augmentation des revenus agricoles et immobilier qui sont attribués constitutionnellement aux provinces.
- de « réaligner les dépenses fédérales sur les mandats constitutionnels » (attributions des provinces et de l'Etat fédéral en supprimant les doublons, notamment sur les secteurs de la santé et de l'éducation).
- de baisser les subventions en matière énergétique (notamment pour payer la dette des entreprises publiques aux investisseurs chinois dans l'électricité).

Pour le Professeur Dercon, la croissance et la prospérité ne pourraient résulter que d'une révision du « marchandage entre élites » (« elite bargain ») qui avait bloqué le système de rentes pakistanais à partir des années 70.

S'exprimant le 23 septembre 2023 à la conférence de haut niveau organisée par la Banque mondiale, le Professeur Dercon considérait que l'élite pakistanaise pensait encore qu'elle avait un intérêt commun pour le status quo et non un objectif commun pour atteindre la croissance. Il provoquait l'auditoire en disant : « l'économie pakistanaise n'est pas une cleptocratie mais elle est gérée comme dans un pays pétrolier du Moyen-Orient et d'Afrique du nord, sauf qu'elle ne détient pas de ressources en hydrocarbures. »

Le professeur d'Oxford a ensuite expliqué que les réformes économiques qui se sont mises en place dans les années 80 en Chine, au début des années 90 pour le Bangladesh et l'Inde et à la fin des années 90 pour l'Indonésie ont toutes été effectuées après que les élites de ces pays aient pris conscience que les crises systémiques qu'ils révélaient que leurs économies n'étaient plus tenables et qu'elles devaient s'orienter vers des réformes en profondeur.

Pour être capable de se réformer, les élites des pays qu'il mentionnait avaient décidé de sortir du « status quo rentier », consistant à réserver les profits d'une économie à une petite minorité. Leur décision reposait d'une part sur le risque dans lequel elles se trouvaient de perdre leur légitimité si le système ne se réformait pas et d'autre part, elles pouvaient tirer un bénéfice de l'ouverture commerciale et d'une plus grande compétition internationale.

Les provinces pakistanaises contre la privatisation immédiate des sociétés de distribution d'électricité.

S'exprimant le 23 septembre 2023 à la conférence de haut niveau organisée par la Banque mondiale, Tahir Besharaat, ancien Président de l'agence de régulation de l'électricité (NEPRA) indiquait que la Banque mondiale avait suggéré, soit que les autorités privatisent les DISCOs (les sociétés de distribution d'électricité) soit qu'elles passent avec elles des contrats de concession avec des sociétés privées.

Mais, c'était sans compter le fait que le 18ème amendement à la constitution concernant la dévolution et le renforcement des provinces passé en avril 2010 comportait une clause indiquant clairement que les provinces pouvaient acheter et distribuer l'électricité. Au fur et à mesure que les autorités du pays

parlaient au cours de l'année 2023 de privatisation des DISCOs et ou des GEMCOs, les assemblées provinciales et les chambres de commerce indiquaient qu'elles voulaient distribuer de l'électricité.

Aussi les provinces avaient demandé solennellement au Premier ministre de transition par une lettre commune datant de la mi-août 2023 que leurs prérogatives constitutionnelles en matière de distribution de l'électricité soient respectées.

Le Pakistan doit 1,25 Md USD aux IPP (producteurs privés d'électricité) chinois

Le gouvernement a indiqué que les sommes dues aux producteurs d'électricité chinois s'élevaient à environ 360 Mds USD. Dans ce contexte, afin de financer le fonds de remboursement de la dette auprès des sociétés chinoises, la NEPRA (l'Autorité nationale de régulation de l'énergie électrique) a annoncé que les dix sociétés de distribution électriques liées à l'Etat (les DISCOs) allaient augmenter le prix de l'électricité de 1,83 PKR par Kw à partir de la facture d'électricité de septembre qui parviendra prochainement aux usagers pakistanais.

Le score du Pakistan en matière de liberté économique reste médiocre.

Le score de liberté économique du Pakistan est de 49,4 points ce qui fait de son économie la 152e la plus libre de l'indice en 2023. Son score est supérieur de 0,6 point à celui de l'année dernière. Le Pakistan est classé 33e sur 39 pays de la région Asie-Pacifique.

La Russie a livré un premier lot de gaz de pétrole liquéfié (GPL) au Pakistan

Cette livraison qui a transité via Sarakhs, une ville frontière iranienne située à la frontière avec le Turkmenistan, s'inscrit dans l'accord de gouvernement à gouvernement (G2G) de juin 2023 concernant l'importation de 100 000 tonnes métriques de pétrole brut russe. La livraison satisferait environ 43 % des besoins annuels en GPL estimé à 46 000 tonnes métriques.

La lutte contre les agents de change et autres fraudeurs continue.

Javed Khanani, le directeur général de la société de change de Karachi « Khanani & Kalia International » (KKI), s'est suicidé après que les forces de sécurité aient saisi des devises pour une somme équivalente à 4 M USD. Un agent de change de Rawalpindi s'est vu saisir pour 25 M USD de différentes devises.

L'armée indique qu'elle a mené plusieurs actions au Balouchistan à la frontière entre le Pakistan et l'Iran afin de faire en sorte de mieux contrôler l'évasion en Iran des devises présentes au Pakistan.

Trois directeurs de programmes de construction de Bahria, le premier groupe immobilier du Pakistan ont été appréhendés par la Police à Peshawarpour avoir commencé des travaux de construction sur un terrain dont ils n'avaient pas la propriété. Les commentateurs de cette affaire indiquent qu'il s'agit d'une affaire très exceptionnelle alors que la Marine nationale pakistanaise détiendrait, selon la presse au moins 10% du capital du groupe Bahria.

CALENDRIER :

Calendrier

Les élections générales pakistanaïses sont annoncées pour le mois de janvier 2024.

Comités de politique monétaire (MPC) de la Banque centrale (SBP) :

30 octobre, 12 décembre.

Commercial :

12.10.2023 - 14.10.2023 : Health Asia International Exhibition & Conferences (Karachi).

20.10.2023 - 22.10.2023 : Build Pakistan 2023(Lahore).

28.11.2023 - 30.11.2023 : Build Asia 2023 (Karachi).

INDICATEURS	
Population (recensement 2023)	250 millions d'habitants
PIB	372 Mds USD (juin 2023) contre 376,5 Mds USD (juin 2022)
Croissance du PIB Année 2022/2023	+ 0,28% (source pakistanaïse) - 0,6 % (source Banque mondiale)
Prévisions (2023/2024)	+ 3,5 % (hypothèse retenue dans le budget)
PIB par habitant	1448 USD (contre 1 586 USD au 30 juin 2022)
Taux de chômage	7,2% en juin 2023 en g.a
Taux de chômage des jeunes	12,2% en juin 2023 en g.a
Taux de pauvreté (Banque mondiale, septembre 2023)	39,4 % des Pakistanais vivent en dessous du seuil de pauvreté
Indice des prix à la consommation	27,4 % au 31 août 2023 en g.a
Taux directeur banque centrale	22 % (depuis le 20 juin 2023, confirmé au MPC du 14 septembre)
Réserves de change	7,74 Mds USD ¹ (3,5 Mds USD au 27 juin)
Balance commerciale 2022/2023	- 25,59 Mds USD (bilan provisoire)
Compte courant (2022/2023)	+2,56 Md USD
Dette publique (% PIB)	207,7 Mds USD soit 73,2% du PIB
Dont Dette externe	77,2 Mds USD
Transferts de fonds des émigrés 2022/2023	25,8 Mds USD (31 Mds USD en 2021/2022)
Flux d'IDE 2022/2023	1,456 Md USD (-25% par rapport à 2021/2022)
Indice de perception de la corruption 2021	140 ^{ème} /180 (124 ^{ème} /180 en 2020)

(Valeur de la PKR : 1 USD = 288 PKR contre 1 USD = 287,2 USD à la fin juillet dernier)

¹ Communiqué de la SBP du 14 septembre 2023.